
FORUM SOCIAL sur LA PRECARITE ET LA PAUVRETE 26/02/2008.

Le forum social sur la précarité et la pauvreté est organisé par la Coordination de Travailleurs Sociaux de Couvin, Viroinval, Doische. L'invitation a été adressée aux Collèges communaux et Conseils de l'aide sociale et aux travailleurs sociaux des communes de Chimay, Couvin, Doische, Momignies, Viroinval.

Il est animé par **Madame Ginette Bernaerdt, médiatrice**. Il réunit 60 personnes, principalement des travailleurs sociaux.

Remerciements aux mandataires présents : à M.M. Laurence Plasman échevine, aux 2 présidents de CPAS, Jehanne Detrixhe et Guy Bachelard, à Nathanaëlle Berger et Albert Pierquet, conseillers CPAS.

Excusés : M.M. Bruno Buchet, bourgmestre de Viroinval, Eric Thiry, échevin de Chimay, Anne-Marie Janssens, présidente des HEN, Didier Cornille, directeur-gérant des HEN, Jean-Marc Delizée, échevin de Viroinval.

PROGRAMME :

I Exposé sur la pauvreté par Mme **Emmanuelle Devillé**, du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale du Centre pour l'égalité des chances.

II Présentation de la situation dans le Sud de l'Entre-Sambre et Meuse: quelques chiffres par Anne Boulet, Présidente de la Coordination des Travailleurs Sociaux.

III Débat sur la situation de pauvreté.

IV Pause

V Débat à partir d'initiatives locales pour lutter contre la pauvreté

VI Conclusion: le témoignage de M. Jacques Museux.

- 1) Présentation des missions du Service de lutte contre la pauvreté
- 2) Survol thématique
- 3) Considérations générales: constats et pistes

1) Présentation des missions du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale

En 1995, le Ministre de l'Intégration sociale constate une augmentation de l'exclusion et demande à ATD Quart Monde et à l'Union des Villes et Communes de rédiger un rapport général de lutte contre la pauvreté.

Une table ronde se crée, rassemblant des associations de lutte contre la pauvreté, des personnes pauvres, des représentants d'autorités publiques, CPAS, mandataires politiques, syndicats, etc.

Il s'agissait d'une innovation car cette table ronde réunissait des personnes, acteurs de terrain, mais aussi, dirigeants politiques et personnes démunies.

Les thèmes abordés sont: enseignement, aide sociale, emploi, etc.

Il en ressort une série de constats et de recommandations communs. Il paraît donc nécessaire de poursuivre les concertations.

Ainsi se crée le service de lutte contre la pauvreté, chargé d'organiser les concertations, en veillant à intégrer systématiquement la participation des personnes pauvres elles-mêmes.

2) Survol thématique.

a) La pauvreté.

- Le manque de revenus: il s'agit d'un critère évident à partir duquel on a tendance à définir qui est pauvre et qui ne l'est pas. Ce n'est pas le seul indicateur ! On parle plutôt de « taux de risque de pauvreté ».
En Wallonie, 17,5% de la population est en situation de risque de pauvreté. La moyenne européenne est de 16%, 10,7 % en Flandre et 14,7 % est la moyenne pour le pays.
- Les revenus réguliers et prévisibles: ces revenus sont de moins en moins présents car la situation de l'emploi est précaire, il y a des phases de chômage, des contrats intérim; et en conséquence, une difficulté de se projeter dans l'avenir. On assiste également à la multiplication des chèques et allocations voués à une utilisation précise; et en conséquence, une diminution de l'autonomie dans la gestion du budget ainsi qu'une stigmatisation des personnes. De plus, ce système entraîne un effet de seuil: certaines personnes sont très proches du seuil mais n'entrent pas dans la catégorie des bénéficiaires.

b) L'emploi.

Dans notre société, l'idée (valeur) est que pour sortir de la pauvreté, il faut avoir accès à l'emploi. Or celui-ci se précarise.

On assiste dès lors au « working poors »: des personnes qui travaillent mais à faibles revenus et emploi précaire.

Ainsi, l'accès à l'emploi entraîne parfois la perte d'une série d'avantages sociaux et des problèmes d'organisation (transports, garde d'enfants, etc.). Dès lors, l'emploi n'est pas toujours une réelle solution car la qualité de celui-ci se dégrade.

c) L'accès au logement.

- Le coût du logement est terriblement élevé.
- Il manque cruellement de logements sociaux en Belgique comparativement aux pays voisins.

Exemple: le temps d'attente moyen pour accéder à un logement social à Bruxelles et en Wallonie est de 6 ans! A Bruxelles, 50 % de la population entrent dans les conditions pour introduire une demande de logement social.

- La problématique des logements résidentiels: le service de lutte contre la pauvreté, bien qu'agissant principalement en milieu urbain, s'est penché sur le logement résidentiel. Ainsi, le plan HP doit être examiné avec nuances; en effet, certaines personnes vivent bien dans les campings et parfois mieux qu'en ville. De plus, il est nécessaire de les impliquer d'avantage dans le processus de "relogement"; et d'allouer aux communes et aux CPAS plus de moyens pour leur permettre d'appliquer correctement le plan HP.

d) L'enseignement.

- Il pourrait être un levier d'ascension sociale mais est aussi synonyme d'exclusion, d'échec et de décrochage... C'est un lieu de reproduction des inégalités. Les enfants issus de milieux défavorisés présentent plus de risques d'échec et de décrochage.
- Les frais scolaires sont parfois trop importants pour certaines familles.
- L'orientation des jeunes de milieux défavorisés vers les techniques et professionnelles est plus fréquente.
- La population défavorisée rencontre un problème de communication avec le milieu scolaire; ce qui entrave le lien entre ses enfants et l'école. En effet, les parents défavorisés s'expriment moins facilement, ont moins accès à "l'écrit" comme moyen de communication; ainsi il est plus difficile pour eux de parvenir à créer et maintenir le lien entre l'école et leurs enfants.
- Il serait important de sensibiliser les enseignants à la diversité de l'origine sociale des enfants.

e) Les soins de santé.

- La couverture en matière de soins de santé est importante en Belgique; mais beaucoup de personnes en sont exclues: les sans-papiers, SDF, les personnes en décrochage administratif, etc.

- Les campagnes de prévention touchent moins les personnes défavorisées car l'accès à "l'écrit" est difficile; elles se rendent moins chez le médecin; elles ont moins de moyens pour suivre les conseils préventifs: ex: accès au sport, à l'alimentation saine et équilibrée, etc.

f) L'accès à la justice.

- Même si l'assistance juridique gratuite existe, les formalités sont un obstacle et de plus, certains frais ne sont pas couverts.
- Le langage judiciaire et les procédures sont difficiles à maîtriser.
- Les personnes défavorisées ne se sentent pas comme sujets de droits pouvant revendiquer.... Elles sont de plus souvent interrogées par l'extérieur.

g) La fiscalité.

- Les ménages les plus pauvres n'ont pas accès à certaines déductions fiscales: garde d'enfants, titres services, etc. La fiscalité n'est pas neutre.
- La TVA sur l'énergie est maintenue à 21 %!

h) L'accès à la culture.

- L'accès à la culture représente un coût trop élevé.
- De plus, il y a un problème de mobilité.
- Les personnes défavorisées ne participent pas activement à la culture (processus créatif, être acteur). Elles ne se sentent pas citoyennes et ne s'inscrivent pas dans un processus actif d'accès à la culture.

Cet accès est pourtant essentiel car l'exclusion culturelle peut être vécue aussi tragiquement que l'exclusion financière.

i) Les structures familiales.

- Bouleversements des structures familiales ... Le nombre de divorces augmente et entraîne un isolement des familles. Or le milieu familial est un lieu de résistance à la misère, de refuge; mais ce milieu est mis à mal. Exemple, les enfants placés sont des enfants pauvres.

3) Considérations générales: constats et pistes.

Nous sommes dans une politique de **responsabilisation individuelle**: contrats, contrôles, etc. On demande aux personnes d'être responsables.

Exemple: contrôle à l'emploi: cette méthode est légitime, mais on ne prend pas en considération l'aspect sociétal du problème: mécanismes économiques, délocalisation, etc.

Le problème collectif est en contradiction avec la politique de responsabilisation par les contrôles individuels.

Exemples:

le logement: un contrat ferme de location n'est signé qu'après deux ans de comportement responsable dans un logement social.

l' énergie: le compteur à budget: on ne coupe plus l'accès à l'énergie, mais chaque ménage doit pouvoir se débrouiller pour fournir l'argent à son compteur.

la santé: le ticket modérateur ...où on a déplacé au niveau individuel une question collective.

Nous assistons à une déresponsabilisation collective.

Ainsi, il s'agit bien de définir des lignes directrices pour des recommandations politiques:

- Veiller à la **cohérence des politiques**: on augmente le RIS mais on assiste à une inflation des loyers: la situation des personnes reste donc inchangée
- Favoriser le **regard global et les politiques générales** plutôt que des mesures spécifiques: Exemple: la sécurité sociale au lieu de l'aide sociale. Mais en même temps, il est nécessaire de globaliser cette politique générale afin qu'aucune discrimination n'exclue certaines personnes de l'accès à ces mesures!
- Les problèmes qui mènent à la pauvreté sont divers et il faut en tenir compte dans l'accès aux politiques.
- **Nécessité d'évaluer les politiques**:
Exemple: évaluation à long terme du plan HP en terme d'augmentation du bien-être après relogement... effets pervers ???

II Présentation de la situation dans le Sud de l'Entre-Sambre et Meuse: quelques chiffres par Mme Anne Boulet.

Le Sud de l'Entre-Sambre-et-Meuse reprend ici les communes de Couvin, Doische, Viroinval, Momignies, Froidchapelle et Chimay.

1) Démographie.

Dans notre milieu rural, la densité de population (nombre d'habitants au Km²) est faible. De plus les communes sont très étendues; dès lors, le problème de la mobilité pour rejoindre les centres urbains est criant. La population vit dans l'isolement et l'habitat est dispersé.

Doische: 34,7 habitants/km²

Viroinval: 47,5 h/km²

Chimay: 50 h/km²

Momignies: 60 h/km²

Couvin: 65 h/km²

Belgique: 344 h/km²

2) Les revenus par habitants.

La pauvreté est évidente dans notre région. Les communes de Momignies, Chimay et Froidchapelle présentent les revenus par habitant les plus faibles de la Province du Hainaut. Les communes de Doische, Viroinval et Couvin présentent les revenus par habitant les plus faibles de la Province de Namur.

Attention : le revenu par habitant ne doit pas être confondu avec pas le niveau de richesse des communes.

3) Indice de richesse

Considérant 100 % = indice moyen national de revenu par habitant, les chiffres sont pour : Momignies, 74 %, Chimay, 78 %, Froidchapelle, 81 %, Couvin, 79 %, Viroinval, 80%, Doische, 82%. On constate par contre que Walcourt (même arrondissement) frôle la moyenne nationale avec 97 %. Une explication : proximité de Charleroi, centre d'activité économique.

4) Le taux d'emploi.

Il s'agit des emplois déclarés et des travailleurs indépendants. Ce taux varie de 50,1 % à Viroinval à 50,9 % à Couvin.

La répartition des emplois se fait comme suit:

Au Sud de l'ESM		En Région Wallonne
40 %	ouvriers	38 %
33 %	employés	42 %
27 %	fonctionnaires	20 %

Les postes les plus fréquents se retrouvent dans les secteurs: métallurgie, agriculture-bois, immobilier, services collectifs, construction.

5) Le taux de chômage.

La durée nécessaire pour trouver un emploi est élevée:	44 %	2 ans et plus
	10 %	10 ans et plus

Dans notre région, les taux de chômage sont les suivants (Forem) :

Chimay	17,8%	Momignies	19,7%
Sivry-Rance	17,6%	Froidchapelle	18,7%
Ham/Heure-Nalines	11,3%		
Couvin	22,3%	Viroinval	23,7%
Doische	16,80%	Walcourt	13,7%
Région wallonne	18,7%	Pays	11,9%

Ces chiffres ne reprennent pas les personnes bénéficiant d'indemnités INAMI, ni les personnes en formation, ni les personnes de plus de 50 ans, ni celles qui n'ont pas renouvelé leur inscription au Forem et s'adressent dès lors au CPAS. Les DEI sont 4310 pour nos 5 communes.

Dans l'arrondissement de Thuin, 46% des sans emploi sont des jeunes de –de 25ans selon l'OWE (Observatoire Wallon de l'Emploi) et 27,2% dans la botte du Hainaut selon le FOREM.

Attention donc aux différences de chiffres selon l'origine des statistiques.

6) Le niveau d'étude.

L'accès à l'enseignement supérieur est faible car il existe un important problème de mobilité. 45% des personnes sans emploi n'ont pas d'autre diplôme que le CEB ou un certificat secondaire inférieur.

Les personnes les plus démunies ont souvent le niveau d'école primaire.

On assiste au **phénomène de désouvriérisation** (Matéo Allalouf)

Ce phénomène est lié à la disparition progressive de l'activité industrielle entraînant la disparition des postes de travail occupés par une main d'œuvre non qualifiée. Mais aussi une modification des rapports sociaux. En effet, la classe ouvrière avait ses valeurs propres, son identité. On assiste à une perte de ces valeurs comme la solidarité.

Le secteur tertiaire, non-économique se développe cependant, comme par exemple, l'accueil des personnes handicapées.

Ainsi, toute une quantité de personnes n'a plus accès au revenu du travail. Doit-on vivre sans perspective d'emploi ?

La Wallonie est en 56e position sur 89 régions européennes si l'on considère le PIB par habitant.

Selon *LIBERATION* (Ed . sp. 08/11/07) en Belgique, 84 % des allocataires chômeurs se trouvent sous le seuil de pauvreté.

7) Le logement.

Les logements sont vétustes et inadaptés. Dans l'arrondissement de Philippeville, 30 % des logements ont été construits avant 1919 et seulement 10 % sont rénovés. La population dépense en moyenne 22 % de son revenu pour le logement et 38,3 % pour les personnes dont les revenus sont faibles.

Il est important de prendre de la distance vis-à-vis des chiffres pour les HP (résidents permanents dans les infrastructures touristiques); en effet seuls sont disponibles les chiffres des domiciliations. Or, beaucoup de personnes y vivent ou passent sans s'y domicilier...On parle de 10.000 domiciliés en zone touristique en RW.

Le Ministre Antoine désire arriver à 10 % de logements sociaux par rapport à l'ensemble de l'habitat. En RW, on atteint 7 % et pour Couvin, Viroinval et Doische, un peu plus de 4 %.

III Débat sur la situation de pauvreté.

Questions

- **Amélie Della Faille** du Centre Action interculturelle: intégration pour les personnes étrangères à Namur.

"Les personnes étrangères présentent encore plus de difficultés car cumulent une difficulté supplémentaire. Y a-t-il une attention particulière pour ces personnes?"

- **Jehanne Detrixhe** présidente du CPAS de Couvin.

« Chacun a le droit de vivre dans la dignité humaine ». C'est une voie sans issue car le seul moyen mis à disposition des CPAS est le RIS (Revenu d'intégration sociale). Or, pour une personne seule, le RIS est de 650 euros et le seuil de pauvreté est de 800 euros.

D'autre part, pour les jeunes de moins de 25 ans, le CPAS doit mettre tout en œuvre pour sortir les jeunes de l'aide sociale.

Nous rencontrons des problèmes de travailleurs sociaux surchargés.

De plus, au niveau politique, si le coût du CPAS est trop élevé, celui-ci se répartit sur l'ensemble des citoyens car la commune devra combler les finances.

Autres réflexions: au niveau de la fiscalité, les crèches ont un coût de journée très élevé pour les personnes qui travaillent et très bas pour les personnes bénéficiaires du RIS; la crainte étant que l'équilibre se rompt et que la crèche ne tienne pas le coup.

Au niveau de l'accès à la justice: certains propriétaires constatent que les locataires font appel aux avocats pro-deo; étant donné l'absence de frais d'avocat et d'expulsion, les locataires tirent en longueur la situation du logement."

- Intervention d'un **(ex) travailleur en crèche(François Godart)**: "L'ONE régule la situation financière de la crèche afin de contrebalancer les coûts moins élevés pour certains bénéficiaires. De ce fait, la situation de la crèche n'est pas en danger".

Emmanuelle Devillé.

« Derrière ces constats de mécanismes socio-économiques, il y a de l'humain. Il faut savoir que d'autres organismes travaillent sur la discrimination.

Pour répondre à la question du CPAS : une partie du budget du CPAS vient du budget communal. Or les communes les plus pauvres disposent de moins de moyens pour les CPAS que les autres. L'Union des Villes et Communes désirerait que le Ministère fédéral augmente le remboursement de l'aide sociale aux CPAS pour que les communes puissent injecter plus d'argent dans les CPAS.

Pour la question des crèches: il y a trop peu de places dans les crèches et la priorité est donnée aux personnes qui travaillent. Il serait intéressant de se poser la question dans d'autres termes car pour les personnes qui recherchent un emploi, c'est compliqué d'accéder aux gardes d'enfants.

Au niveau de la justice: il est important de préciser que ce qui nous paraît simple est en réalité compliqué pour les personnes démunies. Notre service a fait une enquête approfondie sur la manière dont les personnes ont demandé l'aide, avec des questions concrètes et précises. On se rend compte du problème de l'accès au langage pour les personnes qui n'ont pas beaucoup de scolarité; elles sont en décrochage administratif car laissent les courriers dans un tiroir, persuadées de n'y rien comprendre et qu'il n'y a plus rien à faire. »

Question : (association d'alphabétisation)

- « Y a-t-il une volonté du pouvoir politique de maintenir les personnes dans une situation de précarité? En effet, trois projets pour la formation et l'alphabétisation dans la région ont été refusés! »

J Dumont, SPJ :

- « Au delà des difficultés de compréhension, il y a l'image de soi qui n'est plus réelle, les personnes n'y croient plus; on dirait que l'on entretient parfois les personnes dans leur dépendance."

asbl Carrefour:

- « Nous nous posons souvent une question par rapport à l'éthique du travail: on booste les gens, on leur rend confiance en eux; et finalement, les personnes espèrent et y croient, mais les réactions des employeurs sont décevantes par rapport aux personnes défavorisées. Les réponses sont différentes si ce sont elles-mêmes qui téléphonent ou un travailleur. On encourage les gens à se revaloriser et à espérer et au bout du compte, aucun emploi valorisant n'est possible; et de plus, ils ne peuvent accepter des emplois sous-payés. Cela pose un problème éthique aux travailleurs du centre de formation.»

Nathanaëlle Berger, conseillère au CPAS de Viroinval:

- « Energie et logement: les personnes à faibles revenus sont celles qui ont le moins de moyens d'investir pour diminuer leur facture énergétique! Le contexte économique est difficile, il faut aller de plus en plus loin pour obtenir un emploi et chez nous le problème de mobilité est important, on est peu chanceux par rapport aux transports en commun. La mobilité occasionne un problème financier pour se mouvoir. C'est un problème de service public!
- Au niveau de l'enseignement, il est important de trouver une méthode d'enseignement pour aider les parents à être soutenus et à soutenir leurs enfants; car ils rencontrent un manque de projet, un défaitisme, plus d'estime de soi.". Tout est lié, une approche intégrée est nécessaire... »

Laurence Plasman, Echevine des affaires sociales de Couvin et Directrice d'internat:

- « Les jeunes très tôt ne croient plus en la valeur école pour aboutir à un travail. On a très peu la possibilité de rendre espoir aux gens. Il y a une volonté politique, une dynamique de réinsertion, mais c'est compliqué dans la région! »

() de Ginette Bernaerd: « qui questionne par rapport à la fonction émancipatrice du travail et de l'école... »

Une travailleuse sociale PMS de Chimay:

- « Tirer les enfants vers le haut! qu'est-ce que le haut? Nous sommes dans des représentations des études supérieures, réussir les études générales; quand on n'est pas fait pour ça, on ne peut rien réussir. Il faut beaucoup de courage pour avoir envie de faire des études techniques ou professionnelles! »

Pascale Vincke, CEFA des Fagnes:

- « Le monde économique n'est pas présent aujourd'hui. Hors, il pourrait tirer les personnes vers le haut en matière de formation! »

Emmanuelle Devillé

- « Honnêtement, mon avis est que je ne crois pas qu'il y ait de volonté de maintenir les personnes dans la précarité. Il existe des conférences interministérielles, le monde politique évolue. Des efforts sont faits. Mais il y a un problème de cohérence. Je vous invite à prendre connaissance du dernier rapport *Lutter contre la pauvreté Evolutions et perspectives – Une contribution au débat et à l'action politiques* de décembre 2007.

- Au niveau de l'enseignement, il faudrait pouvoir financer mieux les écoles qui accueillent les personnes défavorisées. Dans notre pays, on a le libre choix de l'école, cela favorise les inégalités entre écoles. Dans certains pays, les gens n'ont pas le choix, cela permet d'équilibrer la population scolaire; cela permet une mixité. La remédiation n'est pas bien organisée; on peut se poser aussi des questions sur le redoublement.

Jehanne Detrixhe

- « En Belgique, la tendance actuelle est un mouvement d'activation, il faut activer les gens, les rendre performants, il faut faire attention car activation chômage=risque d'exclusion et renvoi vers le RIS, donc cela ne sert à rien. Cette politique gaspillerait de l'énergie.
Une politique d'emploi est identique pour tout demandeur d'emploi, y compris les personnes qui ne peuvent être dans cette dynamique, cela pose problème. Faut-il cibler ? »

Christine Wathelet(ciac)

- parle de fossé...d'exclusion...

IV Présentation d'association régionales et débat.

Trois associations se sont inscrites pour se présenter:

Trait d'Union à Chimay
Le Kfé Alternatif à Couvin
Le CIAC à Couvin

1) CIAC et centre de Santé mentale à Couvin (Alice Henrard et Nathalie Leurquin)

« Un groupe de parole s'est ouvert (jusqu' il y a un an) afin de permettre aux parents de dialoguer sur les difficultés éducatives; le projet s'est terminé. Il a été relancé au centre de santé à Couvin. La première réunion aura lieu le 20/03. 060345233.

Cela lance le débat d'être parent et être pauvre: il est important de rompre l'isolement géographique, de permettre la valorisation, la confiance en soi; autour de la parentalité, les parents se "déchargeaient" de leurs difficultés quotidiennes. Le problème de mobilité est criant: la mobilisation des partenaires est nécessaire pour permettre aux parents d'accéder à ces initiatives.

Etre parent pauvre, c'est plus difficiles car les personnes sont envahies par les difficultés quotidiennes, il est difficile de mettre la priorité aux enfants. De plus, on se trouve dans la valorisation de ce qui est consommable, c'est l'angoisse de ne pas pouvoir offrir ce qui est consommable à ses enfants. »

Un groupe *cellule ado* à Chimay a créé un groupe de soutien à la parentalité et fait remarquer « qu'il est difficile pour les parents de venir "s'étaler" devant les autres, il y a une certaine résistance. »

« Il s'agit au départ d'une aide alimentaire créée il y a 13 ans. Actuellement, il y a 30 bénévoles. Le projet était aussi de créer une structure d'union entre les personnes en difficultés et les structures existantes. L'aide alimentaire est de plus en plus demandée, elle est octroyée lorsque le solde restant pour l'alimentation est de 180 euros par mois pour la première personne et 120 euros pour les suivantes.

Ainsi, les bénévoles et bénéficiaires participent au stockage et préparation des colis, aux permanences, aux matinées de cuisine, fabrication du pain, aide en collaboration avec la Croix Rouge, système d'achat "groupé" de mazout. Collaboration avec le service de solidarité alimentaire de Mariembourg, de solidarité pause-café à Momignies, affilié à la banque alimentaire de Charleroi. Une réflexion est de favoriser la création et le développement des Agences Immobilières Sociales (AIS) au lieu de favoriser la construction de logements sociaux, afin de répartir la population au lieu de créer des ghettos. »

3) Le Kfé Alternatif à Couvin (Catherine Motte)

« Le Kfé alternatif est né d'un groupe d'animateurs il y a environ 10 ans. C'est un lieu intergénérationnel d'échange, rencontre, consommations de boissons non alcoolisées. Les activités se diversifient: Saint-Nicolas des enfants, concerts. Le Kfé se veut être à la disposition des autres partenaires.

Exemple: récente collaboration avec Carrefour pour la boîte à outils. Accueil des masqués au carnaval, chasse aux œufs à Pâques. »

Des questions

Q ? « Avec ces initiatives, retrouve-t-on un peu d'emprise sur son parcours ? »

Q ? « Vivre sans emploi est-il acceptable ? La valeur du travail est-elle encore dominante ? On fait illusion en parlant d'activation. Qu'en est-il de l'insertion ? »

Q ? « Des femmes isolées avec enfants... »

Q ? « La santé mentale par rapport à la précarité. Qu'est-ce qu'être heureux ? L'emploi n'est pas l'objectif ultime... Quelles alternatives ? Pistes ?

Entre emploi et non emploi que met-on ?

V Conclusion : témoignage de M. Jacques Museux.

« Je suis enseignant retraité; je désire vous livrer mes affects dont la définition est "état affectif élémentaire". Je suis admiratif devant le travail aux prises avec les êtres et leurs souffrances qui descendent vers le non-être. Comment faire pour ne pas se déstructurer ? Pouvons-nous nous débarrasser de cette souffrance ? Et quand on connaît l'échec ? Car la société saque notre travail, car on travaille sur des symptômes?

Je ressens un sentiment de culpabilité car je consomme et je me crois heureux car je possède; et de l'autre côté, des hommes, des femmes et surtout des enfants, des jeunes... Pourquoi ne pas s'engager plus ? Suis-je égoïste ? A l'occasion de la création d'un petit journal à la Ferme de l'Aubligneux, par ma compagne, je rencontre des personnes dans le but de nourrir ce journal. Je me souviens d'une personne hébergée qui me parle de la jungle de la rue à Charleroi: aux plus forts les places les meilleures, et aux autres les moins productives... Violence et manque de solidarité de cette jungle. Ma révolte devant le dénuement, devant la pauvreté. Le monde économique et financier est exponentiel; on ne peut imaginer les milliards d'euros qui circulent; et devant cela, des personnes ont un seul objectif: survivre! Comment pouvons-nous les juger? Comment imaginer accéder à la culture, à la scolarité et pourquoi certaines personnes ont-elles tant d'argent?

Un sentiment de crainte: et si on s'habitue à vivre à côté de cette pauvreté?

Un film démontre si bien qu'une femme victime devient à son tour, sans s'en rendre compte, une exploiteuse.

Les échanges avec la précarité m'ont rappelé un souvenir de quand je dirigeais une école d'enseignement spécial : des ados qui n'ont connu que des parents sans emploi, paumés, rejetés du monde du travail. Quand le monde industriel a décliné à Couvin, les rangs de l'enseignement spécial ont augmentés. Pour leur donner espoir, je leur rendais la dignité humaine et son apprentissage, et le profond respect que je leur porte. »

Les questions "en vrac" et perspectives de travail.

- « Dans notre travail, a-t-on le sentiment de revaloriser la personne? La valeur emploi doit-elle rester la valeur principale car l'emploi est un leurre ? »
- « Quel est le coût de l'aide indirecte? »
- « Comment aider les personnes de plus en plus fragilisées en matière de santé mentale ? »
- « Il est nécessaire de reconsidérer la valeur emploi et ne pas la confondre avec la valeur travail. »
- « Opportunité de témoignages et participation ? »
- « Luttons contre les « yaka » et « inonka », travailler sur le discours et les idées toutes faites... »
- « Travail sur le logement et l'accès aux soins. »
- « Il est nécessaire de traduire notre langage commun afin de sensibiliser le monde économique et de le rendre partenaire: comment capitaliser le portefeuille de l'action sociale? »
- « Il est indispensable de conjuguer plus que jamais: coordination-synergie-collaboration; car le constat est unanime:" ensemble, on y parvient mieux. »

Tous ces débats, questions et réflexions sont à travailler ensemble, en incluant la participation des personnes défavorisées.

Il est nécessaire de se rencontrer ultérieurement, afin d'être acteur de changement; de réfléchir ensemble à notre travail respectif et au partenariat ô combien indispensable dans notre région.

Il est nécessaire de travailler également sur le discours afin de se solidariser.

La CTS proposera la création d'une plate-forme, avec appel à participation élargie au-delà de son territoire de base.

Groupe de travail ouvert
le 7 avril à 13h30
au PMS provincial ruelle Cracsot, 12 à Couvin (1^{er} étage)
et suite du Forum en Mai...

Le groupe de travail réfléchit, rassemble, prépare un document martyr et organise le forum qui se déroulera avec des personnes ressources et une modératrice...